**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 JUILLET 2020**

L’an deux mil vingt, le **mardi 28 juillet** à 20 h 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu non habituel de ses séances, au vu du contexte sanitaire actuel, sous la présidence de Mme Stéphanie CUSIN-PANIT, Maire.

**Etaient présents :** Stéphanie CUSIN-PANIT, Gilles JACQUET, Nicole BUVIN, Olivier PERRIER, Cheyenne GREAULT, Emilie BERGONHE, Denis BONNEAU, Yolande PASQUET, Damien LESPINASSE, Nicolas CHEVALLIER, Aurélie GILBERT, Christian FOURNET, Philippe PERCHE et Josette DOURBIAS.

**Pouvoir :** André EMMENDOERFFER à Josette DOURBIAS

**Absent :** Néant

**Secrétaire de séance :** Nicole BUVIN

**1- APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 JUILLET 2020**

*Remarques :*

M. Jacquet fait remarquer qu’il souhaiterait à l’avenir que les délibérations sur les délégations soient rédigées différemment et plus clairement en distinguant qui est le délégué suppléant de chaque délégué titulaire.

Par exemple pour les délégations des représentants de la Communauté de Communes aux différents syndicats, le suppléant n’apparaît pas en face de son titulaire, il y a donc inversion et confusion sur certaines délibérations.

Il signale également que le détail du nombre de voix n’apparaît que sur la délibération des délégués au S.I.E.S.T. et qu’il serait donc préférable de l’ajouter sur les autres.

Madame le Maire signale simplement une faute en p.2 sur la délibération de désignation des membres des commissions communales : « Ainsi, elle propose de créer et non il… »

**2- DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DES ORGANISMES EXTERIEURS**

*⇨ Délibérations*

*Election des délégués au S.E.A. Nord Rive Droite du Cher :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune au Syndicat d’Eau et d’Assainissement Nord Rive Droite du Cher de Vallon-en-Sully.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants pour représenter la commune auprès du syndicat.

CANDIDATS AU POSTE DE DELEGUES TITULAIRES :

* André EMMENDOERFFER,
* Gilles JACQUET,
* Christian FOURNET.

RESULTAT DU VOTE :

* André EMMENDOERFFER : 9 voix (neuf voix)
* Gilles JACQUET : 9 voix (neuf voix)
* Christian FOURNET : 7 voix (sept voix)

CANDIDATS AU POSTE DE DELEGUES SUPPLEANTS

* Christian FOURNET,
* Denis BONNEAU.

RESULTAT DU VOTE :

* Christian FOURNET : 13 voix (treize voix)
* Denis BONNEAU : 9 voix (neuf voix)
* Bulletins nuls : 2

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégués titulaires

- André EMMENDOERFFER - Adresse : 10, Clos du Parc – 03190 HERISSON

- Gilles JACQUET - Adresse : Les Prés Dimanche – 03190 HERISSON

Comme délégués suppléants

- Christian FOURNET - Adresse : La Côte de Châteloy – 03190 HERISSON

- Denis BONNEAU - Adresse : Les Ingarands – 03190 HERISSON

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président du S.E.A. de Nord Rive Droite du Cher de Vallon-en-Sully.

*Remarques :*

Les assesseurs nommés pour procéder au dépouillement du vote des élections des délégations sont Mmes Cheyenne Greault et Aurélie Gilbert.

M. Perche, Mmes Bergonhe, Gilbert et Buvin s’accordent à dire que la parité n’est pas respectée. M. Perche fait remarquer à la liste majoritaire qu’elle a déjà 2 postes d’avance sur les délégations alors qu’il était convenu de travailler ensemble.

M. Chevallier regrette qu’un élu absent se porte candidat à une élection de délégué.

Madame le Maire fait remarquer qu’il ne faut pas résumer le travail collectif aux postes de délégués. Il était important pour leur liste d’être représentée au sein du S.E.A. de Vallon-en-Sully et du conseil d’administration de l’E.H.P.A.D. pour les projets portés.

M. Jacquet ajoute également que les électeurs ont exprimé leur volonté de changement et qu’une majorité s’est dégagée suite aux élections.

*Election des délégués au S.I.CA.L.A. :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune au Syndicat Intercommunal d’Aménagement de la Loire et de ses Affluents (S.I.C.A.L.A.) de Moulins.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret d’un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter les élus de la commune aux réunions de ce syndicat.

DELEGUE TITULAIRE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

- Damien LESPINASSE : 14 voix (quatorze voix)

- Bulletin blanc : 1

DELEGUE SUPPLEANT

A obtenu, après vote à bulletin secret :

- Olivier PERRIER : 15 voix (quinze voix)

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégué titulaire :

Damien LESPINASSE - Adresse : Le Lac – 03190 HERISSON

Comme délégué suppléant :

Olivier PERRIER – Adresse : Riétaire – 03190 VENAS

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président du S.I.C.A.L.A.

*Remarques :*

Mme Bergonhe, en tant qu’ancienne déléguée de la commune, informe brièvement les élus à la demande de Madame le Maire sur le fonctionnement du S.I.C.A.L.A.. Elle précise qu’elle n’a jamais eu de dossier sur l’Aumance au cours des réunions auxquelles elle a assisté.

M. Jacquet signale que lors de son mandat entre 2001 et 2008, il a été question de la pelle du barrage de Crochepot lors des réunions de ce syndicat et que des subventions ont été obtenues pour les travaux de réfection de cette pelle.

*Election des représentants de la commune au conseil d’administration de l’E.H.P.A.D. de Hérisson :*

Madame le Maire expose à l’assemblée que, suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à l’élection de :

* trois représentants de la commune au conseil d’administration de l’E.H.P.A.D. de Hérisson dont le maire, élu dans les conditions fixées au dernier alinéa du I de l’article L.315-10 du code de l’action sociale et des familles, qui assure la présidence du conseil,
* deux personnes désignées en fonction de leurs compétences dans le champ d’intervention de l’établissement ou en matière d’action sociale ou médico-sociale.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret des délégués.

DELEGUES TITULAIRES :

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

- Nicole BUVIN : 11 voix (onze voix)

- André EMMENDOERFFER : 14 voix (quatorze voix)

PERSONNES DESIGNEES EN FONCTION DE LEURS COMPETENCES DANS LE CHAMP D’INTERVENTION DE L’ETABLISSEMENT :

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

* Aurélie GILBERT : 8 voix (huit voix)
* Cheyenne GREAULT : 7 voix (sept voix)
* Catherine CORDEAU : 6 voix (six voix)
* Brigitte SERVEAU : 4 voix (quatre voix)
* Marie-Christine BEAUFRERE : 1 voix (une voix)

1 bulletin nul

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégués titulaires :

* Nicole BUVIN- Adresse : 5, Clos Jean de Launay– 03400 YZEURE
* André EMMENDOERFFER – Adresse : 10, Clos du Parc – 03190 HERISSON

Personnes désignées en fonction de leurs compétences dans le champ d’intervention de l’établissement :

* Aurélie GILBERT- Adresse : Jeu – 03190 HERISSON
* Cheyenne GREAULT Adresse : 1, rue des Cueils – 03190 HERISSON

Et transmet cette délibération à Madame la Directrice d’E.H.P.A.D. de Hérisson.

*Election des délégués de la commune au centre social Pays de Tronçais Val de Cher :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune au Centre Social Pays de Tronçais Val de Cher situé à Meaulne.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret d’un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter la commune au conseil d’administration du C.S. Pays de Tronçais Val de Cher.

DELEGUEE TITULAIRE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

- Josette DOURBIAS : 15 voix (quinze voix)

DELEGUEE SUPPLEANTE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

- Yolande PASQUET : 15 voix (quinze voix)

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme déléguée titulaire :

Josette DOURBIAS- Adresse : 28, rue Davenière – 03190 HERISSON

Comme déléguée suppléante :

Yolande PASQUET – Adresse : 22, rue Gambetta – 03190 HERISSON

Et transmet cette délibération à Madame la Présidente du Centre Social Pays de Tronçais Val de Cher.

*Election des délégués représentant la commune au C.N.A.S. :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune au Comité National d’Action Sociale (C.N.A.S.).

Conformément à l’article 24 du règlement de fonctionnement du CNAS, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret d’un délégué titulaire et d’un suppléant pour représenter la commune aux assemblées départementales du C.N.A.S.

DELEGUEE TITULAIRE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

* Yolande PASQUET : 15 voix (quinze voix)

DELEGUEE SUPPLEANTE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

* Stéphanie CUSIN-PANIT : 14 voix (quatorze voix)
* 1 bulletin blanc

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme déléguée titulaire :

Yolande PASQUET - Adresse : 22, rue Gambetta – 03190 HERISSON

Comme déléguée suppléante :

Stéphanie CUSIN-PANIT – 6, Châteloy – 03190 HERISSON

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président du C.N.A.S.

*Election des délégués représentant la commune à l’A.T.D.A. :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune à l’Agence Technique Départementale de l’Allier (A.T.D.A.) dont le siège est établi à l’Hôtel du Département à Moulins.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret d’un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter la commune à l’A.T.D.A..

CANDIDATE AU POSTE DE DELEGUEE TITULAIRE :

* Aurélie GILBERT

RESULTAT DU VOTE :

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

* Aurélie GILBERT : 14 voix (quatorze voix)
* Nicolas CHEVALLIER : 1 voix

CANDIDATE AU POSTE DE DELEGUEE SUPPLEANTE :

* Emilie BERGONHE

RESULTAT DU VOTE :

A obtenu, après vote à bulletin secret :

* Emilie BERGONHE : 14 voix
* 1 bulletin blanc

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme déléguée titulaire :

* Aurélie GILBERT- Adresse : Jeu – 03190 HERISSON

Comme déléguée suppléante :

* Emilie BERGONHE – Adresse : 15, Châteloy – 03190 HERISSON

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président de l’Agence Technique Départementale de l’Allier.

*Election des délégués représentant la commune au sein du conseil d’administration de l’association S.C.H. :*

Madame le Maire rappelle que les statuts de l’association de Sauvegarde du Château Féodal de Hérisson (S.C.H.) prévoient que quatre délégués représentent la commune au Conseil d’Administration.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret des quatre délégués titulaires.

DELEGUES TITULAIRES

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

- Christian FOURNET : 15 voix (quinze voix)

- Damien LESPINASSE : 14 voix (quatorze voix)

- Olivier PERRIER : 14 voix (quatorze voix)

- Philippe PERCHE : 15 voix (quinze voix)

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégués titulaires :

- Christian FOURNET- Adresse : La Côte de Châteloy– 03190 HERISSON

- Damien LESPINASSE – Adresse : Le Lac – 03190 HERISSON

- Olivier PERRIER - Adresse : Riétaire – 03190 VENAS

- Philippe PERCHE - Adresse : Barassier – 03410 SAINT-VICTOR

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président de l’association de Sauvegarde du Château Féodal de Hérisson.

*Election des délégués représentant la commune au sein du conseil d’administration de l’association du Pays de Tronçais :*

Madame le Maire expose à l’assemblée que, suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient normalement de procéder à l’élection d’un délégué titulaire représentant la commune au conseil d’administration de l’Association du Pays de Tronçais située à Cérilly.

Le Conseil Municipal n’ayant pas délibéré avant le conseil communautaire du 23 juillet 2020, Monsieur le Président de la Communauté de Communes a décidé de nommer M. Gilles Jacquet, 1er adjoint, délégué titulaire de l’association.

Madame le Maire demande à l’assemblée de valider cette délégation.

L’assemblée accepte à l’unanimité sa proposition.

La décision délibérative sera transmise à Monsieur le Président de l’association du Pays de Tronçais.

*Désignation d’un représentant à l’association des Petites Cités de Caractère :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune à l’association des Petites Cités de Caractère.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection au scrutin secret d’un délégué titulaire et un délégué suppléant pour représenter la commune au sein de cette association.

DELEGUE TITULAIRE

A obtenu, après vote à bulletin secret :

- Christian FOURNET : 14 voix (quatorze voix)

- Bulletin nul : 1

DELEGUE SUPPLEANT

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

- Nicole BUVIN : 7 voix (sept voix)

- Gilles JACQUET : 6 voix (six voix)

- 1 bulletin blanc

- 1 bulletin nul.

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégué titulaire :

Christian FOURNET - Adresse : La Côte de Châteloy – 03190 HERISSON

Comme déléguée suppléante :

Nicole BUVIN – Adresse : 5, Clos Jean de Launay – 03400 YZEURE

Et transmet cette délibération à l’association des Petites Cités de Caractère.

*Election des représentants de la commune au S.D.E. 03 :*

Madame le Maire rappelle l’adhésion de la commune au Syndicat Départemental d’Energie de l’Allier (S.D.E. 03).

Les statuts du syndicat prévoient que les communes dont la population municipale est inférieure au seuil de 5 000 habitants, désignent un délégué titulaire et un délégué suppléant pour siéger à l’assemblée plénière du S.D.E. 03.

Cette assemblée plénière élit ensuite en son sein des délégués au Comité Syndical restreint du S.D.E 03, à raison d’un délégué titulaire et d’un délégué suppléant représentés par un collège électoral de communes.

Conformément à l’article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à l’élection, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, d’un délégué titulaire et d’un délégué suppléant pour représenter la commune auprès du syndicat.

CANDIDATS AU POSTE DE DELEGUE TITULAIRE :

* Gilles JACQUET,
* Philippe PERCHE

RESULTAT DU VOTE :

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

* Gilles JACQUET : 8 voix (huit voix)
* Philippe PERCHE : 7 voix (sept voix)

CANDIDAT AU POSTE DE DELEGUE SUPPLEANT :

* Denis BONNEAU

RESULTAT DU VOTE :

Ont obtenu, après vote à bulletin secret :

* Denis BONNEAU : 10 voix
* Philippe PERCHE : 1 voix
* 4 bulletins blanc

Vu les résultats des élections,

Le Conseil Municipal désigne :

Comme délégué titulaire :

* Gilles JACQUET- Adresse : Les Prés Dimanche– 03190 HERISSON

Comme délégué suppléant :

* Denis BONNEAU – Adresse : Les Ingarands – 03190 HERISSON

pour siéger à l’assemblée plénière du S.D.E. 03 et à la Commission Consultative Locale.

Et transmet cette délibération à Monsieur le Président du S.D.E. 03.

**3- DESIGNATION D’UN CORRESPONDANT DEFENSE ET D’UN ELU REFERENT EN MATIERE DE SECURITE ROUTIERE**

*⇨ Délibérations*

*Désignation d’un correspondant défense :*

Madame le Maire rappelle que le correspondant « Défense » a essentiellement un rôle informatif et pédagogique. Il sera l’interlocuteur privilégié de l’autorité militaire territoriale et un correspondant vecteur d’informations sur les activités de défense.

Suite au renouvellement des conseils municipaux, Madame le Maire informe l’assemblée qu’il est nécessaire de désigner un nouveau correspondant.

Madame Cheyenne GREAULT propose sa candidature.

Le Conseil Municipal, décide à l’unanimité, de désigner :

Madame Cheyenne GREALT, conseillère municipale et sapeur-pompier volontaire,

comme correspondante « Défense » de la commune de Hérisson

*Désignation d’un élu référent en matière de sécurité routière :*

Madame le Maire rappelle que la Préfecture par circulaire N°36/2004 en date du 20 février 2004 invitait chaque commune du département à désigner au sein de son conseil municipal un élu référent en matière de sécurité routière afin de renforcer la concertation nécessaire à la lutte contre l’insécurité routière qui est une priorité gouvernementale.

Ce correspondant doit veiller à la prise en charge de la sécurité routière dans les différents champs de compétences de la collectivité et coordonnera les actions mises en œuvre par les différents services.

A la suite du renouvellement des conseils municipaux, Madame le Maire informe l’assemblée qu’il est nécessaire de désigner un nouvel élu référent en la matière.

Madame Cheyenne GREAULT propose sa candidature.

Le Conseil Municipal décide à l’unanimité, de désigner :

Madame Cheyenne GREAULT, conseillère municipale et sapeur-pompier volontaire,

comme élue référente en matière de sécurité routière.

*Désignation d’un élu référent pour la forêt communale :*

Madame le Maire rappelle que suite au renouvellement des conseils municipaux, il est nécessaire de désigner un nouvel élu référent pour la gestion de la forêt communale en relation avec l’O.N.F.

Messieurs Gilles JACQUET et Christian FOURNET proposent leur candidature pour cette mission.

Madame le Maire propose de soumettre ces candidatures au vote.

Résultat du vote :

* Christian FOURNET : 7 voix (sept voix),
* Gilles JACQUET : 7 voix (sept voix)
* 1 bulletin blanc

2ème tour :

* Christian FOURNET : 7 voix (sept voix),
* Gilles JACQUET : 6 voix (six voix).

Vu les résultats du vote,

Monsieur Christian FOURNET est désigné élu référent pour la forêt communale.

**4- RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES LISTES ELECTORALES ET DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**

*⇨ Délibérations*

*Renouvellement des membres de la commission de contrôle des listes électorales :*

Conformément à l’article R.7 du code électoral, les commissions de contrôle chargées de vérifier la régularité des listes électorales et de statuer sur les recours administratifs préalables obligatoires (RAPO), prévues à l’article L.19 du même code, doivent être renouvelées à la suite du renouvellement général des conseils municipaux.

La commission de contrôle est composée de :

* Un conseiller municipal pris dans l’ordre du tableau, volontaire, et qui ne serait pas titulaire d’une délégation en matière d’établissement des listes électorales.
* Un délégué de l’administration,
* Un délégué du Tribunal Judiciaire.

Le conseil décide, à 10 voix pour et 5 abstentions de désigner les membres suivants en tant qu’élus volontaires :

* Titulaire : Damien LESPINASSE,
* Suppléant : Nicolas CHEVALLIER.

Et propose :

Délégués de l’administration :

* Titulaire : Marc LASSET,
* Suppléant : Michel BERNARDON.

Délégués du Tribunal Judiciaire :

* Titulaire : Brigitte SERVEAU,
* Suppléant : Robert SIMON.

*Renouvellement de la commission communale des impôts directs* *:*

Madame le Maire rappelle que suite au renouvellement des conseils municipaux et conformément à l’article 1650 du code général des impôts, une commission communale des impôts directs (C.C.I.D.) doit être instituée dans chaque commune.

Cette commission est composée :

* du maire ou d’un adjoint délégué, président de la commission ;
* de six commissaires titulaires et six suppléants si la population de la commune est inférieure à 2000 habitants.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d’évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d’habitation recensées par l’administration fiscale. Depuis la mise en œuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe par ailleurs à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d’évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l’installation de l’organe délibérant de la commune. Elle est réalisée à partir d’une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération du conseil municipal.

Le conseil municipal décide, à l’unanimité, de proposer la désignation des 24 membres suivants appelés à siéger à la commission communale des impôts directs :

* Martine DURANTHON,
* Karine DUMONT,
* Michel DOUCET,
* Eric THIEBAUX,
* Robert SIMON,
* Daniel ALINOT,
* Francine LEGRAND,
* Viviane BENARD,
* Viviane VENUAT,
* Gérard BLONDEAU,
* Grégoire LAFOREST,
* Annie EMMENDOERFFER,
* Daniel LESPINASSE,
* Elisabeth LE SOURD,
* Juliette GIL,
* Claire TRIOLO,
* Jean BUVIN,
* Marc LASSET,
* Michel BERNARDON,
* David LE DORRE,
* Vanessa OLANIER,
* Bruno NOIROT,
* Claude MAGNIN,
* Régis MESTAS.

*Remarques :*

Madame le Maire demande l’avis de l’assemblée sur l’implantation des bureaux de vote en 2021. Elle rappelle que l’implantation habituelle était à la mairie sauf pour les élections municipales qui se sont déroulées à l’Espace Jacques Gaulme afin de respecter au mieux les mesures applicables face à la crise sanitaire.

Le Conseil Municipal se prononce. 9 élus sont pour l’implantation du bureau de vote à l’Espace Jacques Gaulme, 4 sont pour conserver la mairie comme lieu de vote et 2 élus s’abstiennent.

La Préfecture sera donc informée que le bureau de vote de Hérisson pour les prochaines élections sera l’Espace Jacques Gaulme sis 21, Quai de l’Aumance.

**5- DELEGATION D’ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

*⇨ Délibération*

Madame le Maire expose :

L’article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au maire certaines attributions.

Afin de faciliter le bon fonctionnement de l’administration communale, Madame le Maire invite l’assemblée à examiner cette possibilité et à se prononcer sur ce point.

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

**DONNE délégation au maire**, pour la durée de son mandat dans les domaines suivants mentionnés à l’article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales :

* D’accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d’assurance de la commune.

**6- DEMANDE DE SUBVENTION DE LA COMPAGNIE LE P’TIT BASTRINGUE POUR LE FESTIVAL DE SEPTEMBRE**

*Remarques :*

Madame le Maire rappelle à l’assemblée qu’une réunion s’est tenue le 21 juillet dernier en présence du Comité des Fêtes et de la compagnie le P’tit Bastringue afin d’organiser les festivités prévues le 1er week-end de septembre (fête patronale, feu d’artifice, brocante et festival).

Elle précise que la brocante du 23 août a été annulée suite au contexte sanitaire et que le Comité des Fêtes prévoit d’organiser une petite brocante avec 120 exposants le 6 septembre en déposant un dossier de dérogation auprès de la Sous-Préfecture.

Madame Gilbert signale que d’autres contraintes risquent d’arriver pour la rentrée et demande comment la régulation des personnes va être gérée.

Madame le Maire précise qu’un compteur est prévu à cet effet et qu’une nouvelle réunion est programmée le 21 août avec les services de la Sous-Préfecture, la gendarmerie, le club de football et les associations organisatrices pour refaire le point.

Mme Gilbert informe également l’assemblée qu’elle semble avoir entendu que les feux d’artifice seraient interdits jusqu’au 30 septembre.

Concernant la demande de subvention de la compagnie le P’tit Bastringue, Madame Bergonhe rappelle que les spectacles ont également dû être repoussés suite à la crise sanitaire. Elle rappelle que la culture a plus que besoin d’être soutenue dans cette période difficile.

M. Jacquet souligne que la durée du festival est nettement plus courte cette année et qu’il faudrait peut-être envisager de proratiser le montant de la subvention.

Mmes Bergonhe et Buvin ne sont pas d’accord avec ce principe. Le théâtre vivant étant particulièrement en souffrance cette année et sans revenus, il est important selon elles de les soutenir.

M. Perrier pense qu’il est difficile de proratiser une subvention en fonction du nombre de jours car cela dépend de l’ampleur des spectacles.

M. Perche précise également que des frais fixes seront aussi à la charge des organisateurs, il était question de 1 500,00 € pour la compagnie le P’tit Bastringue. Qu’en est-il du Comité des Fêtes ?

Mme Buvin rappelle l’aide logistique fournie par la municipalité au Comité des Fêtes.

En ce qui concerne les contrats signés pour les spectacles du P’tit Bastringue, Mme Bergonhe ajoute qu’il n’est pas prévu d’indemnité en cas d’annulation dû au C.O.V.I.D..

M. Lespinasse propose de donner une enveloppe globale de 5 000, 00 € afin de soutenir les trois associations organisatrices des festivités de septembre.

M. Perrier estime que les manifestations sont différentes et qu’il n’est possible de répartir 5000, 00 € entre les trois associations.

Il est également rappelé la participation de la commune au paiement de la moitié des frais du tir du feu d’artifice, des frais de SACEM une année sur deux et de l’achat des flambeaux de la fête patronale ce qui représente une enveloppe globale d’environ 2000,00 € pour la municipalité.

M. Bonneau signale toutefois que les recettes de la brocante permettaient de financer la fête patronale or cette année ce n’est pas le cas.

Mme Buvin rappelle la vigilance à adopter par la municipalité pour ne pas augmenter les dépenses de fonctionnement.

Mme Gilbert précise que les assurances prennent peut-être cette perte à leur charge.

Mme Dourbias propose de demander aux associations le montant de leurs frais fixes.

M. Perche estime que le montant de 5 000,00 € est excessif et propose l’attribution d’une subvention au Comité des Fêtes en cas d’annulation du feu d’artifice notamment sur le montant des frais engagés pour la sécurité.

M. Jacquet précise que le montant de la subvention de 5 000, 00 € demandée n’est pas élevé par rapport au montant total des dépenses globales du festival. Il rappelle également l’engagement de l’ancienne municipalité sur cette subvention et propose de ne pas modifier son montant cette année.

Madame le Maire souligne l’importance et le rayonnement du village grâce à la culture, les nombreuses familles qui vivent et animent aussi Hérisson et souhaite mener une réflexion à l’automne sur la place de la culture pour le village et le soutien à apporter aux acteurs locaux.

Après un long débat, le Conseil Municipal :

* donne un accord de principe pour l’attribution d’une subvention exceptionnelle de 1 580,00 € au Comité des Fêtes si le feu d’artifice est annulé, cette somme correspondant au montant inscrit au budget primitif communal pour la participation de la commune au feu d’artifice.
* décide de demander aux associations organisatrices des festivités de septembre le montant de leurs frais fixes afin d’étudier de l’attribution ou non d’une subvention exceptionnelle de soutien.

*⇨ Délibération pour la subvention à la compagnie le P’tit Bastringue*

Madame le Maire présente à l’assemblée la demande de subvention de la compagnie le P’tit Bastringue pour le festival du vendredi 4 et samedi 5 septembre 2020.

Elle rappelle que le festival programmé habituellement fin juillet/début août a dû être reporté suite à la crise sanitaire.

Elle présente le programme de ces 2 jours et le budget prévisionnel de l’association.

Elle précise également qu’une subvention de 5 000,00 € est versée par la municipalité depuis plusieurs années pour l’organisation de ces festivités.

Vu le besoin de soutien à la culture dans le contexte de crise sanitaire actuelle,

Le Conseil Municipal, décide, après débat, à 11 voix pour et 4 abstentions,

* D’attribuer une subvention de 5 000,00 € à la compagnie le P’tit Bastringue de Cosne-d’Allier sous réserve de nouvelles consignes préfectorales interdisant et annulant ce rassemblement.

**7- INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS**

*Remarques :*

Suite à l’annonce de Madame le Maire de renoncer au taux maximal de son indemnité de fonction, il est proposé de mettre au vote 3 propositions pour les indemnités du maire et des 4 adjoints : 80 %, 75 % et 70 %.

Il est rappelé aux élus que le montant des indemnités de fonction est fixé en pourcentage du montant correspondant à l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique territoriale et varie selon l’importance du mandat et la population de la collectivité.

Madame le Maire demande l’avis du conseil sur l’alignement du taux des adjoints sur celui du Maire. Vote : 6 pour, 5 contre et 4 abstentions.

Après calcul, M. Chevallier fait remarquer que même avec un taux de 75 %, le montant des indemnités s’élèvera à 6 000,00 de plus que l’ancienne municipalité.

Mme Buvin constate également que le montant des indemnités sera nettement supérieur à celui de l’année précédente avec seulement 3 adjoints.

M. Jacquet tient à rappeler les frais engagés par la commune pour l’acquisition du Charles Ville et les intérêts d’emprunt élevés toujours payés malgré une renégociation.

Mme Buvin lui répond qu’il était élu lors de l’acquisition du Charles Ville.

M. Jacquet précise qu’il était contre cet achat.

Madame le Maire propose de voter pour une indemnité à 80 %.

Résultat du vote : 1 pour, 10 contre et 4 abstentions.

Vote pour une indemnité à 75 %.

Résultat du vote : 2 pour, 5 contre et 8 abstentions.

Vote pour une indemnité à 70 %.

Résultat du vote : 3 pour, 0 contre et 12 abstentions.

*⇨ Délibération*

Le conseil municipal,

Vu les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,

Vu le procès-verbal d’installation du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 constatant l’élection du maire et de 4 adjoints au maire,

Considérant que la commune compte 632 habitants,

Considérant que pour une commune de 632 habitants le taux de l’indemnité de fonction du maire est fixé, de droit, à 40,30 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant la volonté de Madame CUSIN-PANIT, maire de la commune, de bénéficier d’un taux inférieur à celui précité,

Considérant que pour une commune de 632 habitants le taux maximal de l’indemnité de fonction d’un adjoint est fixé à 10,70 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant que si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d’indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l’exercice de leur charge publique,

Considérant qu’il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints et du maire, à sa demande, pour l’exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

DÉCIDE, à 3 voix pour et 12 abstentions :

Article 1er : Le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est, dans la limite de l’enveloppe indemnitaire globale, fixé aux taux suivants :

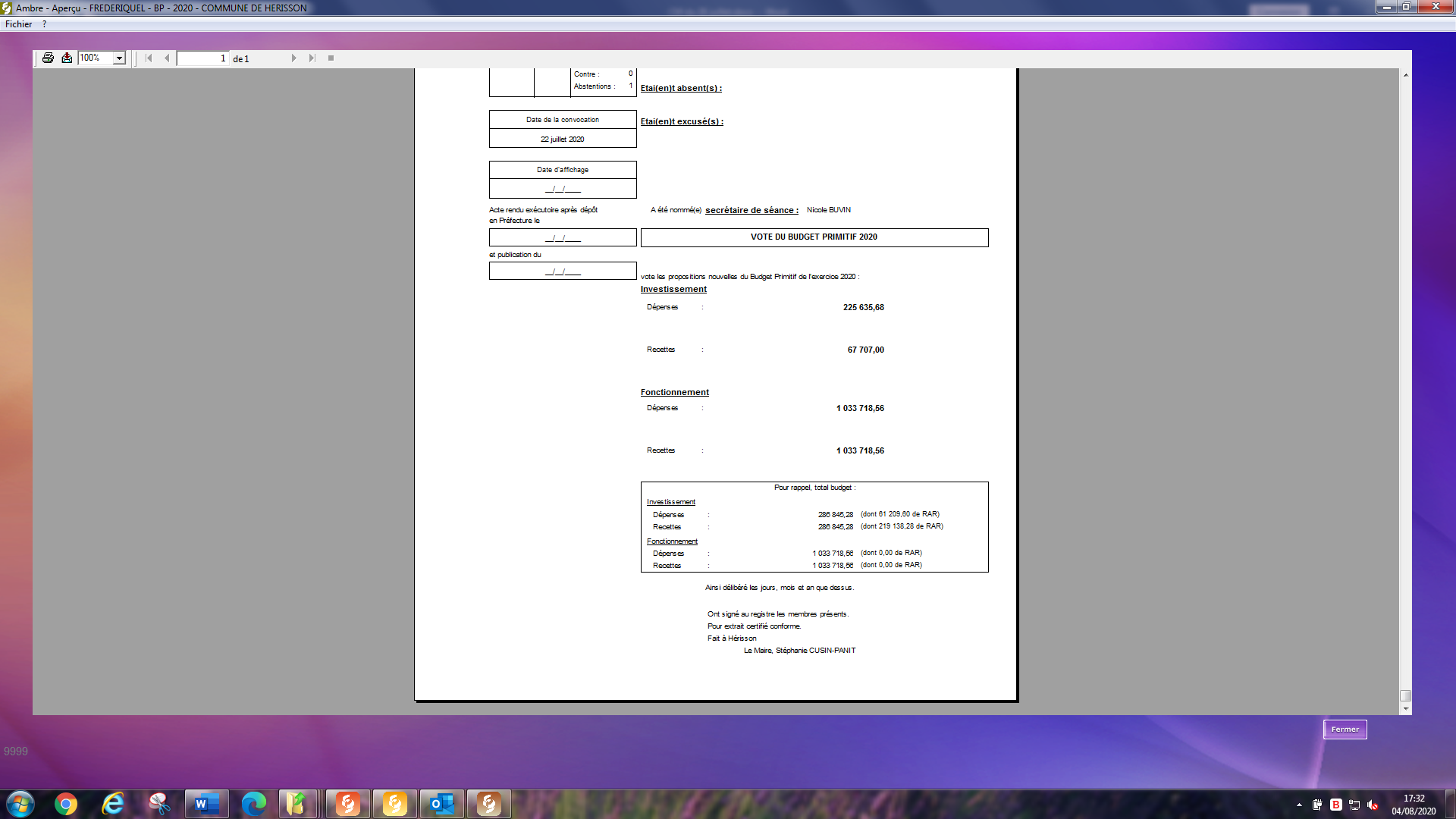
* Maire : 28,21 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique ;
* 1er adjoint : 7,49 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique ;
* 2ème adjoint : 7,49 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique,
* 3ème adjoint : 7,49 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique,
* 4ème adjoint : 7,49 % de l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique.

Article 2ème : Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l’évolution de la valeur du point de l’indice.

Article 3ème : Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

**8- VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020 DE LA COMMUNE**

*⇨ Délibération*



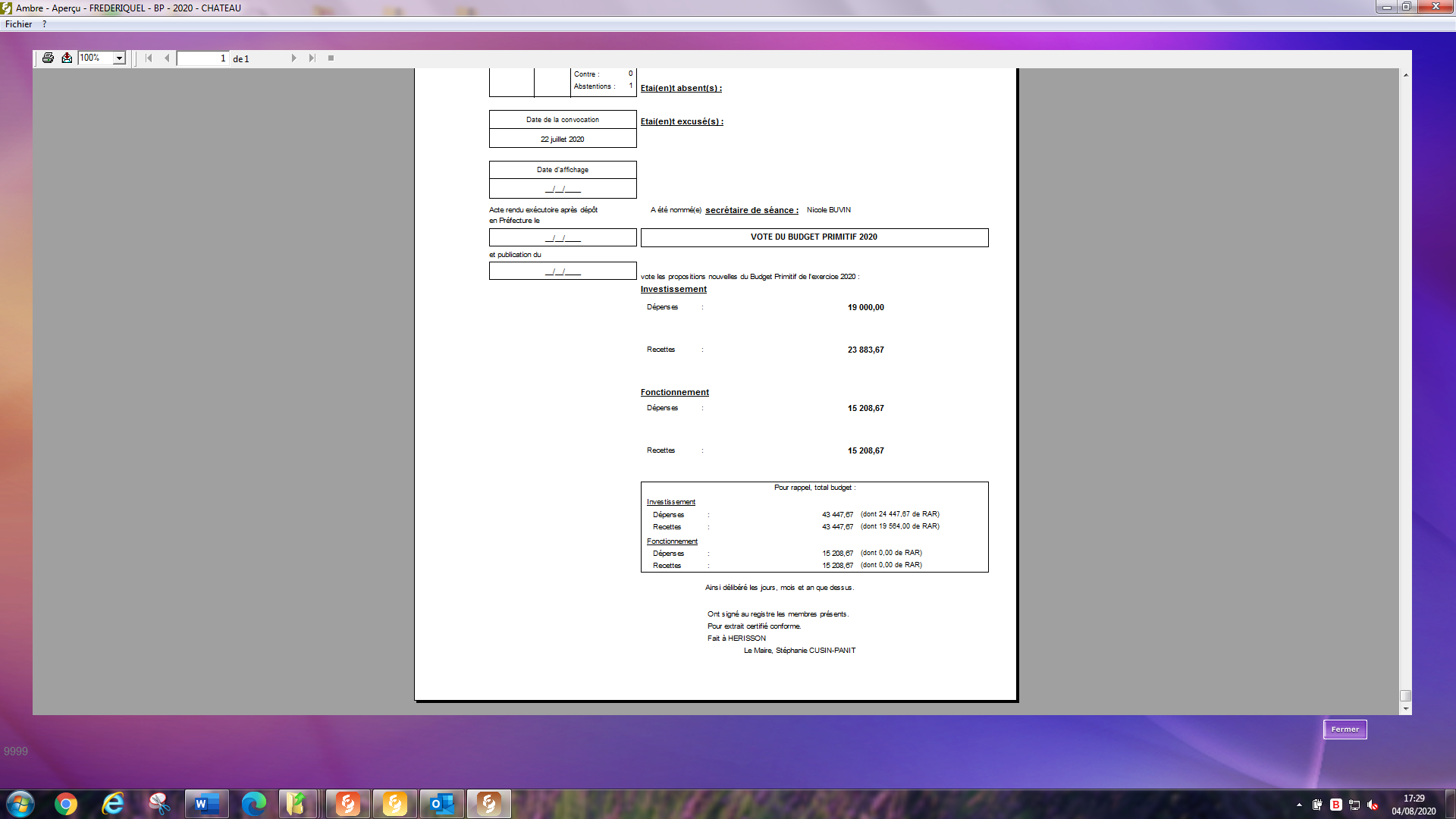
Vote : Pour : 14

Contre : 0

Abstention : 1

**9- VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020 DU CHATEAU**

*⇨ Délibération*



Vote : Pour : 14

Contre : 0

Abstention : 1

**10- QUESTIONS DIVERSES**

Tour de table :

Mme Buvin signale qu’elle ne pourra plus être bénévole pour tenir la permanence de la bibliothèque en septembre. Mme le Sourd est d’accord pour continuer.

M. Jacquet informe le conseil municipal à propos des voix supplémentaires obtenues au 2ème tour des élections, malgré le C.O.VI.D., par la liste « Hérisson autrement » qui démontre bien la volonté de changement des électeurs.

Mme Bergonhe quitte la salle car elle ne souhaite pas perdre son temps à entendre ce genre de commentaires.

M. Jacquet informe également les élus à propos de l’organisation de la fête des chemins et de la randonnée le 26 juillet à destination des cavaliers et des marcheurs avec 2 circuits de randonnée proposés. Il signale la réouverture du chemin des Goulonnes, inaccessible depuis plus de 50 ans, grâce à l’intervention des maires.

Mme Dourbias informe les élus de la modification des horaires de l’éclairage public en centre bourg jusqu’au 30 septembre. La coupure de l’éclairage du soir est repoussée d’une heure, c’est-à-dire jusqu’à minuit au lieu de 23 h 00 et ceci sans impact sur le label « village étoilé » de la commune.

Madame le Maire a plusieurs informations à communiquer.

1/ En ce qui concerne les permanences suggérées par le service des Bâtiments de France : celles-ci sont reportées car la nouvelle architecte nommée récemment a obtenu un diplôme et part en septembre.

2/ Un casier est attribué à chaque élu au secrétariat de mairie pour la transmission de son courrier. Il est demandé à chacun de passer de temps en temps pour le consulter notamment pour les élus souhaitant obtenir leurs convocations aux réunions du conseil municipal en version papier.

3/ Une réunion de travail est programmée avec l’ensemble des élus les lundis entre 2 conseils municipaux. Une pause estivale est cependant prévue pour août.

Madame le Maire propose d’accueillir les services du S.E.A. de Vallon-en-Sully en mairie le 31 août pour présentation des travaux prévus sur la commune.

4/ Permanence d’élus : il est prévu une permanence d’adjoints + 2 élus le 4 septembre prochain en mairie et du maire + 1 ou 2 élus le 19 septembre.

5/ Madame le Maire donne lecture du tableau récapitulatif transmis chaque vendredi aux élus pour les réunions à venir. Elle ajoute qu’un pot pour le départ du Club du Vieux Manoir sera offert par la municipalité le vendredi 7 août à 17 h 00 dans la basse-cour du château.

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0 h 42.